



Evénement 2

Balkans

Paddy Ashdown, le vrai patron de la Bosnie

Chargé de remettre le pays sur pied, le haut représentant essuie des critiques sur l'étendue de ses pouvoirs.

Par Arnaud VAULERIN
mardi 14 octobre 2003

Sarajevo envoyé spécial

De la baie vitrée de son bureau, Paddy Ashdown coiffe du regard le coeur politique de Sarajevo. En face, sur la rive droite de la Miljacka, se dresse la tour du Parlement éventré et en reconstruction. A sa droite, les sièges de la présidence et des ministères. Depuis son bâtiment de béton et de verre, ou à bord de sa BMW blindée, le haut représentant de la communauté internationale (OHR) règne sur un petit pays de 3,8 millions d'habitants. Et sur une administration aussi puissante qu'intouchable. Fort de 250 experts internationaux et de 450 employés bosniens, le bureau de l'OHR est l'administration chargée de l'application du volet civil des accords de Dayton signés en décembre 1995 pour mettre fin à trois ans et demi de guerre entre Serbes, Croates et Bosniaques. Pour ce faire, l'OHR dispose de larges pouvoirs exécutifs : il peut limoger des élus, des fonctionnaires obstructionnistes ou corrompus, imposer des lois et créer de nouvelles institutions si nécessaire.

Le Britannique lord Paddy Ashdown, 62 ans, est le quatrième haut représentant en Bosnie-Herzégovine depuis 1996. Arrivé le 27 mai 2002, cet ex-commando des Royal Marines, ancien charismatique chef de file du Parti libéral-démocrate britannique onze ans durant et ancien vendeur d'hélicoptères, n'a pas mérogé dans l'utilisation de ses prérogatives. Chaque mois, entre 11 et 14 textes de loi ont été imposés. Un ministre des Finances, le chef du renseignement, le directeur de la compagnie d'électricité de la Republika Srpska (serbe) ont été virés. *«Les choses ne vont pas assez vite, se défend Ashdown. Il y a trop de dirigeants politiques qui pensent que la politique doit d'abord les servir avant de servir la population. Il est plus que temps que ce pays acquiert de nouvelles manières, plus modernes, de penser. N'oubliez pas que les gens nous ont demandé de venir ici. Ils jugent que j'utilise bien mes pouvoirs, certains voudraient même que je m'en serve plus.»*

Certes, depuis la fin de la guerre, beaucoup de chantiers vitaux ont été lancés. Baisse des dépenses de l'Etat, dont 60 % sont encore consacrés au

gouvernement, réduction des forces militaires, aide au retour des réfugiés, réappropriation des terrains et des maisons. Ashdown a hérité et repris en partie cette politique qu'il a même conseillé d'exporter en Irak dans une longue tribune publiée dans le quotidien londonien *The Guardian* en avril. Il n'a pas hésité à composer avec les nationalistes, revenus au pouvoir à la faveur des élections générales d'octobre 2002. *«Le retour des nationalistes ne signifie pas le retour du nationalisme dans ce pays, précise Lord Ashdown. Je n'avais pas d'autre choix que de travailler avec eux. Je ne choisis pas mon gouvernement. La communauté internationale l'a trop fait par le passé.»*

Mais ce discours d'ouverture et de respect n'entame pas les critiques qui ont plu depuis l'été. Il répond en creux à une étude de l'institut de recherche allemand European Stability Initiative (ESI), qui critiquait sévèrement moins le travail d'Ashdown que celui de l'OHR. Et comparaît cette administration à celle de l'Empire britannique des Indes au XIXe siècle. Le rapport accusait Ashdown (ironie de l'histoire, il est né à New Delhi) de vouloir se comporter en «raja européen» et d'affaiblir l'Etat en décourageant l'initiative politique locale et en créant une culture de dépendance envers la communauté internationale. Il soulignait également l'absence de contre-pouvoir ou même de contrôle de l'OHR. Passée la colère, Ashdown rétorque : *«Le système politique bosnien est le contre-pouvoir. Vous suggérez que je n'ai pas de comptes à rendre ? Et bien si ! Devant la Cour constitutionnelle de Bosnie, la Cour européenne des droits de l'homme, le Conseil de mise en oeuvre de la paix (organisme qui le nomme, ndlr) et le peuple de Bosnie», s'agace-t-il.*

Certes, mais il ne s'agit en aucun cas d'institutions élues. Ce qui revient à lancer le débat sur une future limitation des pouvoirs de l'OHR en Bosnie, comme l'a recommandé le groupe d'analyse International Crisis Group en juillet. La classe politique locale, partagée entre la volonté de maintenir ses privilèges, la peur des représailles et le souhait de poursuivre les réformes, a repris plus timidement ces critiques. Elles portent moins sur la nécessité des réformes que sur la manière de les entreprendre. *«Il faut sortir de la relation médecins-malades, il faut associer, transférer de véritables compétences. Le partenariat, ce n'est pas seulement avoir le droit de conduire la voiture du chef, ironise Christophe Solioz, chercheur et directeur du forum Bosnia-2005. La communauté internationale a trop voulu intervenir sur tout. Maintenant, il faut savoir quand et comment s'achèvera la phase terminale.»*

Paddy Ashdown a une formule toute faite qu'il répète à l'envi : *«Mon boulot consiste à supprimer mon boulot.»* En mai 2002, il avait été annoncé qu'Ashdown serait le dernier haut représentant de la communauté internationale en Bosnie. Aujourd'hui, il se murmure qu'il pourrait être prolongé dans ses fonctions, ou bien remplacé par un autre.